



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



AGRICULTURE ET PECHE

ROYAUME-UNI, IRLANDE ET PAYS-BAS

UNE PUBLIATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°17 – Octobre 2022

SOMMAIRE

ROYAUME-UNI

- Le nouveau ministre de l'agriculture, Ranil Jayawardena, s'engage à soutenir la croissance du secteur horticole.
- Brexit: les autorités britanniques reportent au 1^{er} janvier 2024 certaines exigences d'étiquetage pour les produits agroalimentaires importés.
- Selon les derniers chiffres publiés par le *British Retail Consortium*, l'augmentation des prix alimentaires s'est fortement accélérée en septembre pour atteindre 10,6%.
- Baisse des ventes de produits bio.
- Une nouvelle campagne de l'AHDB de promotion de la viande de porc : "Nourrir la famille pour moins cher".
- Etiquetage pour le bien-être animal : le gouvernement devrait faire des propositions l'an prochain.
- Les producteurs de spiritueux alertent sur les risques de fragmentation du marché suscités par l'introduction d'un système de consigne en Ecosse.
- Premier envoi de viande d'agneau vers les Etats-Unis depuis 20 ans.
- Publication des statistiques annuelles de la pêche: baisse du nombre de vaisseaux mais maintien des volumes de captures.

IRLANDE

- Les dernières données du *Central Statistics Office* affichent une augmentation du prix des engrais de 127 % sur un an.
- Le secteur agroalimentaire s'inquiète des pénuries de CO₂.
- Le ministre McConalogue lance un réseau pour le bien-être des agriculteurs et des animaux (*Farmers and Animal Welfare Network*).
- Publication d'un document d'orientation pour la forêt en 2050.
- Des scientifiques irlandais indiquent que le pays devrait réduire son cheptel de moitié et planter 5 000 km² de forêt pour parvenir à l'objectif Net Zéro en 2050.
- Mission commerciale en Asie : le bœuf et l'agneau irlandais sont désormais disponibles dans les rayons de Singapour.
- Le secrétaire d'Etat Heydon annonce un programme de collaboration avec le Vietnam.

- Pêche : baisse des débarquements en Irlande en 2021.
- Consultation publique sur un plan stratégique pour le développement durable de l'aquaculture.

PAYS-BAS

- Piet Adema, nouveau ministre en charge de l'agriculture et de la pêche.
- Publication du rapport Remkes sur le dossier azote.
- Hausse des coûts de fonctionnement dans les abattoirs en raison d'une pénurie de CO₂.
- Hausse des subventions pour les mesures d'économie d'énergie pour l'horticulture sous serre.
- Comportements alimentaires : une étude de l'université de Wageningen pointe les difficultés des consommateurs néerlandais à se tourner vers les alternatives végétales.
- La ville de Haarlem interdit la publicité pour la viande.

ROYAUME-UNI

Le nouveau ministre de l'agriculture, Ranil Jayawardena, s'engage à soutenir la croissance du secteur horticole.

Le ministre en charge de l'agriculture Ranil Jayawardena, a présenté début octobre ses intentions visant à [stimuler la production de fruits et légumes locaux](#) et à favoriser la croissance de l'horticulture de haute technologie, dans le cadre des travaux du gouvernement britannique visant à « libérer le potentiel de l'agriculture britannique ».

La culture sous serre ne représente actuellement que 10 % des entreprises horticoles anglaises et le ministre regrette que le Royaume-Uni ne cultive que 25 % des concombres et 17 % des tomates consommés dans le pays. Pour développer ce secteur, le ministre s'est engagé à investir 12,5 millions £ supplémentaires pour l'automatisation et la robotique par le biais du programme d'innovation agricole, qui s'ajoute aux plus de 70 millions £ dépensés jusqu'à présent dans la recherche et le développement menés par l'industrie.

Brexit : les autorités britanniques reportent au 1^{er} janvier 2024 certaines exigences d'étiquetage pour les produits agroalimentaires importés.

Les autorités britanniques ont informé du report au 1^{er} janvier 2024 des exigences d'étiquetage des aliments et boissons qui devaient s'appliquer le 1^{er} octobre 2022. L'obligation de mentionner

l'adresse de l'importateur basé au Royaume-Uni est reportée de 15 mois. Il a également été décidé de prolonger le délai d'utilisation des marques d'identification « UK/CE » sur le marché britannique jusqu'au 1^{er} janvier 2024. Plus d'informations sur les modalités d'application sont disponibles [ici](#).

Selon les derniers chiffres publiés par le *British Retail Consortium*, l'augmentation des prix alimentaires s'est fortement accélérée en septembre pour atteindre 10,6%.

Dans un communiqué, le BRC indique que l'inflation des produits alimentaires s'est fortement accélérée pour atteindre 10,6% en septembre, contre 9,3%. Ce taux est supérieur au taux moyen sur trois mois de 9,1%. Il s'agit du taux d'inflation le plus élevé jamais enregistré dans la catégorie des produits alimentaires.

L'inflation des aliments frais est la plus marquée, à 12,1%, contre 10,5% en août. Celle des aliments non réfrigérés atteint 8,6 % en septembre, contre 7,8 % en août.

Selon un analyste de NielsenIQ, « 76% des consommateurs disent s'attendre à être modérément ou sévèrement affectés par la crise du coût de la vie au cours des 3 prochains mois, contre 57% cet été. Les ménages seront donc à la recherche d'économies (..) nous nous attendons à ce que les acheteurs deviennent plus prudents sur leurs dépenses ».

Baisse des ventes de produits bio.

Le marché des aliments et boissons biologiques a connu une baisse des ventes en volume depuis

octobre 2021, selon l'Agriculture and Development Horticulture Board (AHDB). Après une longue période de croissance, les ventes ont baissé de 16 % en glissement annuel pour les 12 semaines se terminant le 10 juillet 2022, en corrélation avec une augmentation des prix.

Si les consommateurs sont prêts à acheter des produits biologiques, le prix reste un obstacle majeur, aggravé par l'inflation, et pour contrer cela, les avantages des produits pour l'environnement et la santé doivent être mieux mis en évidence pour justifier la prime de prix, a déclaré l'AHDB. Le marché biologique représente 1,2 % du volume total des aliments et des boissons (2019 : 1 %) et vaut 1,2 milliard £, selon l'analyste de la distribution Kantar.

Une nouvelle campagne de l'AHDB de promotion de la viande de porc : "Nourrir la famille pour moins cher".

L'AHDB a lancé une campagne de promotion cet automne avec le slogan « Nourrir la famille pour moins cher », avec de nouvelles recettes permettant de nourrir une famille de quatre personnes pour moins de 5 £, certaines recettes coûtant moins de 1 £ par personne en utilisant des morceaux de porc tels que l'épaule, les saucisses et le hachis maigre. Les publicités visent, selon l'AHDB, à encourager les consommateurs à acheter des morceaux de porc économiques pour créer des plats quotidiens. Cette campagne se déroule du 17 octobre au 25 novembre (publicités en ligne, réseaux sociaux, télévision et supermarchés).

Etiquetage pour le bien-être animal : le gouvernement devrait faire des propositions l'an prochain.

Après avoir examiné les réponses à sa [consultation publique](#) sur les normes d'étiquetage en matière de bien-être animal, le gouvernement a déclaré qu'il allait explorer les possibilités de rendre l'étiquetage obligatoire en matière de bien-être animal et qu'il proposerait des options en 2023. La consultation a révélé que, si les répondants de tous les secteurs étaient largement favorables à l'étiquetage obligatoire des produits importés, les avis divergeaient lorsqu'il s'agissait de produits fabriqués et vendus au Royaume-Uni. Les ONG et les particuliers sont généralement en faveur d'une approche obligatoire, tandis que les associations professionnelles sont généralement en faveur d'une approche volontaire.

Les producteurs de spiritueux alertent sur les risques de fragmentation du marché suscités par l'introduction d'un système de consigne en Ecosse.

Censé débuter en août 2023, ce mécanisme prévoit une consigne de 20 pence lors de l'achat de boissons vendues en Ecosse dans des contenants à usage unique (en métal, en verre et en plastique). Cette mesure est un des piliers de la stratégie Net Zero du gouvernement écossais, qui espère recycler au moins 90 % des 2,5 milliards de contenants en plastique, métal et verre vendus chaque année. Les représentants du secteur des spiritueux et de la distribution pointent toutefois le risque de création d'un marché écossais isolé du reste du marché britannique alors qu'un dispositif similaire ne

devrait pas voir le jour dans le reste du pays avant 2024. Selon eux, la hausse des coûts d'emballage et les difficultés à mettre en œuvre le dispositif, dont la charge revient aux entreprises, pourraient toucher notamment les petits producteurs et réduire in fine l'offre proposée par les entreprises aux consommateurs.

Premier envoi de viande d'agneau vers les Etats-Unis depuis 20 ans.

En [décembre 2021](#), les Etats-Unis ont levé l'interdiction d'importation de viande ovine en provenance du Royaume-Uni, qui était en place depuis plus de 20 ans. C'est l'entreprise de transformation Dunbia, au Pays de Galles, qui a envoyé le 1^{er} lot vers les USA le 8 octobre 2022 et le DEFRA s'est [félicité](#) de cet événement.

Publication des statistiques annuelles de la pêche : baisse du nombre de vaisseaux mais maintien des volumes de captures.

La *Marine Management Organisation* (MMO) a publié ses [statistiques annuelles](#) pour 2021. Le nombre de bateaux est en baisse de 10% sur les 10 dernières années (5 800 bateaux en 2021) mais le volume de pêche reste stable (202 000 tonnes). Les débarquements au Royaume-Uni par des navires étrangers en 2021 étaient de 20 000 tonnes, ce qui représente une réduction de 48 % par rapport à 2020, mais les débarquements à l'étranger par des navires britanniques ont augmenté de 5 % pour atteindre 258 000 tonnes. Le Royaume-Uni reste un importateur net de poisson avec un déficit commercial de 305 000 tonnes. Ce chiffre est supérieur à celui de 2020, où l'écart était de 250 000 tonnes. En 2021, le

Royaume-Uni a importé 655 000 de tonnes de poissons de mer, pour une valeur de 3,1 milliards de livres sterling. Il a exporté 350 000 tonnes, pour une valeur de 1,6 milliard de livres sterling.

IRLANDE

Les dernières données du *Central Statistics Office* affichent une augmentation du prix des engrais de 127 % sur un an.

Publiées le 11 octobre, les données montrent également que l'indice des prix des intrants agricoles a augmenté de 38,2% au cours des 12 mois précédant août 2022. Selon le CSO, les augmentations des prix des intrants sont nettement visibles pour les prix des engrais qui ont augmenté de 127,8%, les prix de l'énergie qui ont augmenté de 40,8% et les prix des aliments pour animaux qui ont augmenté de 35,8% au cours des 12 derniers mois. Si l'on considère l'année écoulée depuis août 2021, le prix du lait a augmenté de 51,8 %, le prix des bovins a augmenté de 24,4 % et l'on constate une légère augmentation des prix des cultures de 0,3 %.

Le secteur agroalimentaire s'inquiète des pénuries de CO₂.

L'Irlande, qui ne dispose d'aucune source locale de production de CO₂ industrielle, est entièrement dépendante des importations du Royaume-Uni. La fermeture d'une usine britannique de CF Fertilisers pourrait donc avoir d'importantes répercussions sur le secteur agroalimentaire en Irlande. Pour l'heure, Food Drink Ireland, le groupe de l'Ibec représentant le secteur de l'alimentation et des boissons, et Dairy Industry Ireland ne font état d'aucune perturbation de leurs activités mais indiquent suivre le sujet avec attention.

Le ministre McConalogue lance un réseau pour le bien-être des agriculteurs et des animaux (*Farmers and Animal Welfare Network*).

Accompagné de la présidente du *Farm Animal Welfare Advisory Council* (FAWAC), le ministre a lancé cette nouvelle initiative qui répond à un engagement pris dans le cadre de la nouvelle stratégie du ministère pour le bien-être animal 2021-2025. Ce réseau est censé remplacer le système d'alerte précoce lancé en 2004. L'objectif global de cette nouvelle initiative est d'améliorer la connaissance de la communauté agricole pour ces sujets, en reconnaissant les liens entre le bien-être humain et animal et l'importance d'une intervention précoce lorsque des problèmes surviennent. L'objectif principal de la FAWN est d'aider à identifier et résoudre les problèmes de bien-être animal et de prévenir la détérioration de toute situation difficile par la collaboration et la communication.

Publication d'un document d'orientation pour la forêt en 2050.

La secrétaire d'Etat Pippa Hackett a [publié](#) un document d'orientation pour la forêt en Irlande pour 2050. Ce document intitulé *Shared National Vision for Forestry 2050* entend apporter des réponses aux urgences climatiques, de biodiversité, de logement et de santé. La « vision commune » est basée sur le travail de Project Woodland, le groupe formé l'année dernière pour examiner les réformes potentielles du secteur forestier irlandais et pour considérer l'orientation stratégique à long terme de l'Irlande pour la foresterie.

Des scientifiques irlandais indiquent que le pays devrait réduire son cheptel de moitié et planter 5 000 km² de forêt pour parvenir à l'objectif Net Zéro en 2050.

Selon une étude des scientifiques de l'université de Limerick et de l'université de Galway publiée dans la revue [Nature Sustainability](#), l'Irlande devrait réduire de moitié le nombre de ses troupeaux de vaches laitières et de bovins, planter suffisamment d'arbres pour recouvrir cinq fois le comté de Dublin (5 000 km²) et réhumidifier la quasi-totalité de ses prairies drainées pour atteindre son objectif juridiquement contraignant de "zéro carbone" d'ici 2050.

Mission commerciale en Asie: le bœuf et l'agneau irlandais sont désormais disponibles dans les rayons de Singapour.

ABP Food Group a commencé à expédier par avion du bœuf d'Irlande à Ryan's Grocery, un détaillant haut de gamme de Singapour, où les steaks d'ailoyau certifiés Angus se vendent à environ 72 €/kg. Ryan's Grocery proposera également de l'agneau provenant d'Irish Country Meats (ICM). Il s'agit du premier référencement en supermarché de viandes bovines et ovines irlandaises sur le marché de Singapour.

Le secrétaire d'Etat Heydon annonce un programme de collaboration avec le Vietnam.

Dans le cadre de la mission commerciale en Asie, le secrétaire d'Etat Heydon a annoncé un

[programme de coopération](#), financé par le ministère des affaires étrangères, qui impliquera une série de relations entre des partenaires irlandais et vietnamiens, notamment des organismes d'État, des universités et le secteur privé, sur une période de cinq ans. L'objectif est de soutenir le processus de transformation du système alimentaire du pays par le biais de recherches conjointes, de renforcement des capacités, de formation et de liens éducatifs.

Pêche : baisse des débarquements en Irlande en 2021.

Les débarquements de poissons par les navires irlandais dans les ports irlandais et étrangers ont diminué de 5 % en glissement annuel en 2021, selon les nouveaux chiffres du *Central Statistics Office* (CSO). Deux tiers des débarquements ont eu lieu entre janvier et avril et plus de la moitié des débarquements de poissons ont eu lieu à Killybegs, Co Donegal. Les chiffres montrent que le tonnage de poisson débarqué par les navires irlandais était de 206 000 tonnes, contre 218 000 tonnes l'année précédente. En Irlande, les débarquements ont diminué de 3 % entre 2020 et 2021 (6 259 tonnes), et les débarquements des chalutiers irlandais dans les ports étrangers ont diminué de 19 %, (5 655 tonnes) au cours de la même période.

Les bateaux irlandais débarquent majoritairement du maquereau de l'Atlantique (51 000 tonnes), suivi du merlan bleu (36 769 tonnes), chinchard (15 246 tonnes). Les débarquements des navires étrangers en Irlande ont également diminué de 20 000 tonnes, soit 14 %, en 2021 par rapport à 2020.

Pour La Killybegs Fishermens' Association, cette baisse est due aux conséquences du Brexit et aux pertes de quotas afférentes.

Consultation publique sur un plan stratégique pour le développement durable de l'aquaculture.

Le ministère a lancé une consultation publique sur le projet de [plan stratégique national](#) pour le développement durable de l'aquaculture à l'horizon 2030 (NSPSA) qui succèdera à celui élaboré pour 2015-2020. Il a été élaboré selon une approche fondée sur les "systèmes alimentaires", conformément à la stratégie « Food Vision 2030 ». Le NSPSA recoupe les nouvelles "orientations stratégiques pour une aquaculture européenne plus durable et compétitive pour la période 2021-2030" de l'UE, ainsi que la période de programmation (2021-2027) du Fonds européen pour la pêche maritime et l'aquaculture (FEAMP).

PAYS-BAS

Piet Adema, nouveau ministre en charge de l'agriculture et de la pêche.

Piet Adema a pris ses fonctions en tant que nouveau ministre de l'agriculture, de la nature et de la qualité des aliments (LNV) le 3 octobre. Pour mémoire, c'est Carola Schouten, ancienne ministre de l'agriculture et membre de ChristenUnie, qui assurait l'intérim sur ce poste depuis la démission de Henk Staghouwer le 5 septembre dernier. Elle cumulait ce poste avec son poste actuel de ministre de la politique de lutte contre la pauvreté.

Piet Adema, 57 ans, a été président du parti ChristenUnie pendant 8 ans, de 2013 à l'an dernier. Il a également été député de la province de Frise et maire par intérim dans diverses municipalités.

Publication du rapport Remkes sur le dossier azote.

Johan Remkes, médiateur nommé par le gouvernement en juillet 2022, a rendu le 5 octobre dernier son rapport relatif à la gestion de la crise de l'azote, préconisant un changement de méthode dans la gestion de ce dossier. Il plaide pour la conservation de l'ambition et du calendrier de réduction des émissions prévus et préconise d'ajouter une approche à court terme visant les 500 à 600 plus gros émetteurs d'ici un an. Il propose en parallèle à l'élaboration d'un nouvel « accord agricole » à même d'apporter des perspectives à la profession.

Hausse des coûts de fonctionnement dans les abattoirs en raison d'une pénurie de CO₂.

Les abattoirs de volailles et de porcs font face à une augmentation forte de leurs coûts de fonctionnement (étourdissement des animaux et conservation des viandes) en raison d'une pénurie de CO₂, liée à la baisse de production des fertilisants. Selon certains professionnels, le coût du CO₂ aurait été multiplié par 30 ou 40.

Hausse des subventions pour les mesures d'économie d'énergie pour l'horticulture sous serre.

Le ministère de l'agriculture (LNV) a [indiqué](#) prévoir le doublement du budget affecté au régime de subventions pour l'efficacité énergétique de l'horticulture sous serre. Pour les demandes soumises en 2022, l'enveloppe de 25 M€ sera portée à 60 M€.

Cette augmentation permettra à davantage d'entreprises d'investir dans des mesures d'économie d'énergie, telles que l'installation d'un éclairage LED, d'écrans énergétiques ou le raccordement à un réseau de pompe à chaleur.

Comportements alimentaires: une étude de l'université de Wageningen pointe les difficultés des consommateurs néerlandais à se tourner vers les alternatives végétales.

Les Néerlandais se disent ouverts au remplacement des produits laitiers, de la viande et des œufs par des alternatives végétales, mais



cette volonté n'est pas traduite dans les faits, selon une [étude](#) menée par l'université de Wageningen.

Les facteurs comportementaux étudiés - à savoir la motivation, la capacité et l'opportunité - montrent que les Néerlandais manquent principalement de capacité (connaissances et compétences) pour être en mesure de gérer les alternatives à base de plantes. Par exemple, ils ne savent pas comment cuisiner ces produits, adapter les recettes ou suivre un régime équilibré. En général, ils ne ressentent également pratiquement aucune pression sociale de la part de leur environnement pour manger des alternatives végétales.

La ville de Haarlem interdit la publicité pour la viande.

À partir de 2024, la ville de Haarlem, dans le nord-ouest du pays, interdira toute publicité publique pour la viande, notamment sur les bus, les abribus et les panneaux d'affichage publics, suscitant la colère des agriculteurs néerlandais. Ziggy Klazes, conseillère municipale du parti de gauche GroenLinks, qui a présenté la motion, a déclaré que l'interdiction ne s'appliquerait qu'à certains types de viande.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
Rédacteurs : Julie Poirot, Héroïse Pestel avec l'appui des services économiques de Londres, Dublin et La Haye

Pour s'abonner : londres@dgtrésor.gouv.fr